



**HAL**  
open science

# Presse des immigrés marocains : entre mobilisation politique et construction identitaire (1932-1985)

Asmaa Azizi

## ► To cite this version:

Asmaa Azizi. Presse des immigrés marocains : entre mobilisation politique et construction identitaire (1932-1985). *Communication & langages*, 2016, 187, pp.121-146. <10.3917/comla.187.0121>. <hal-04972619>

**HAL Id: hal-04972619**

**<https://hal.science/hal-04972619v1>**

Submitted on 1 Mar 2025

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

# Presse des immigrés marocains : entre *mobilisation politique* et *construction* *identitaire* (1932-1985)

ASMAA AZIZI

## INTRODUCTION

L'engouement des immigrés pour les médias ne date pas d'aujourd'hui. Si l'avènement du Web et les différentes pratiques et appropriations qu'en font les immigrés sont actuellement l'objet d'un grand nombre de travaux de recherche portant sur la thématique des « médias et immigration/émigration », il faut encore rappeler que le désir de garder le lien avec le pays d'origine n'est en aucun cas le corollaire du spectaculaire développement des moyens de communication. Tristan Mattelart<sup>1</sup> propose ainsi une lecture critique de la littérature scientifique inscrite dans ce champ de recherche. Il dresse une cartographie des travaux ayant porté sur les appropriations des médias par des immigrés, de la lettre à la téléphonie fixe et mobile en passant par le Web et les télévisions satellitaires, tout en montrant les limites et apports de ces travaux dans un champ de recherche en cours de construction.

1. Tristan Mattelart, « Médias, migrations et théories de la transnationalisation », in Tristan Mattelart (dir.), *Médias, migrations et cultures transnationales*, De Boeck-Ina, coll. « Médias Recherches », 2007, p. 14-56 ; Tristan Mattelart, « Les diasporas à l'heure des technologies de l'information et de la communication : petit état des savoirs », *TIC & Société*, 3(1-2), 2009, [en ligne] <https://ticetsociete.revues.org/600> ; Tristan Mattelart, « Penser les médias et les migrations en Méditerranée », in Tristan Mattelart (dir.), *Médias et migrations dans l'espace euro-méditerranéen*, Éditions Mare & Martin, 2014, p. 9-50.

Cet article propose de tracer une histoire des médias des immigrés marocains en France. Il vise à déconstruire deux lieux communs sur ce sujet : le premier renvoie à l'inexistence supposée des médias des immigrés marocains ; le second, à leur prétendue nouveauté attribuée à l'apparition des médias informatisés. Ainsi, et à travers une double approche communicationnelle et historique, sont analysés les spécificités et les régimes de communication des productions éditoriales de ces immigrés remontant au début du XX<sup>e</sup> siècle. L'analyse des productions discursives circulant dans ces espaces médiatiques permet d'étudier à la fois les représentations identitaires de ces immigrés, les imaginaires de leurs pays d'origine et d'installation, mais aussi les rôles symboliques de résistance active et de mobilisation politique qui s'y donnent à voir.

**Mots-clés :** médias des immigrés, presse militante, immigrés, Maroc, France, mobilisation politique, résistance active, construction identitaire, pratiques transnationales

Dans le présent article, nous nous intéressons au cas spécifique des immigrés<sup>2</sup> marocains en France. Si les flux migratoires marocains ont constitué l'objet de nombreuses recherches principalement d'ordres démographique, économique et sociologique, rares sont les travaux qui s'inscrivent dans le champ disciplinaire des sciences de l'information et de la communication et ceux qui portent notamment sur *les médias des immigrés marocains*<sup>3</sup>. Par ce syntagme, il faut entendre les médias créés par et/ou pour ces immigrés. Parmi les quelques travaux que nous avons pu identifier figure la thèse de doctorat de Souad Touhami<sup>4</sup>. Inscrite dans la droite lignée des *migration studies*, l'hypothèse qui guide sa recherche avance l'existence de liens entre le traitement médiatique de l'information, les pratiques médiatiques des immigrés et le processus d'intégration de ces derniers en France. La thèse se focalise tout particulièrement sur les représentations médiatiques des immigrés marocains dans les télévisions françaises. Par ailleurs, les travaux de Fathallah Daghami<sup>5</sup> et d'Abdelfettah Benchenna<sup>6</sup> apportent un éclairage important sur les représentations des immigrés dans les chaînes de télévisions satellitaires marocaines, reflétant en filigrane l'évolution de la politique migratoire officielle de l'État-Nation d'origine.

La rareté des recherches scientifiques sur la question migratoire marocaine est également caractéristique de l'Histoire comme discipline. Deux principaux arguments sont souvent avancés pour justifier ce fait<sup>7</sup>. Le premier tient à l'idée erronée selon laquelle le phénomène migratoire marocain est récent. Le second justifie l'occultation des migrations marocaines en tant qu'objet de recherche par l'importance des migrations algériennes, qui disposaient au début du XX<sup>e</sup> siècle d'une plus forte représentation numérique.

Ce silence de la bibliographie alimente ainsi de nombreux lieux communs dont celui du caractère récent des médias des immigrés marocains. En étudiant le cas des migrations marocaines en Espagne, Laura Navarro souligne ce même constat et avance que plusieurs études partent de l'idée selon laquelle « les médias destinés à ces minorités constituent un phénomène “récent” ou “nouveau”, associé [pour le

2. Cette étude se focalise uniquement sur le cas des immigrés dits « primo-arrivants ».

3. Une diversité de dénominations des « médias des immigrés » existe. On parle ainsi tantôt de « médias communautaires », de « médias de la diversité », de « médias ethniques », de « médias des minorités », etc., autant de dénominations qui reflètent « l'hétérogénéité des situations qu'ils recouvrent, de la télévision commerciale nationale, aux journaux ou émissions associatives locaux ». Cf. Isabelle Rigoni, « Éditorial. Les médias des minorités ethniques. Représenter l'identité collective sur la scène publique », *Revue européenne des migrations internationales*, 26(1), 2010, p. 7-16.

4. Souad Touhami, *Pratiques médiatiques et processus d'intégration : le cas de la population d'origine marocaine en France*, Université Michel de Montaigne-Bordeaux 3, thèse de doctorat en SIC, 2007.

5. Fathallah Daghami, « Diasporas dans les imaginaires et les pratiques des médias des pays d'origine », in Christian Agboubli, Oumar Kane et Gaby Hsab (dir.), *Identités diasporiques et communication*, Presses de l'université du Québec, 2014, p. 91-104.

6. Abdelfettah Benchenna, « Médias et Marocains à l'étranger. Une préoccupation du pouvoir politique ? », in Tristan Mattelart (dir.), *Médias et migrations dans l'espace euro-méditerranéen*, op. cit., p. 149-182.

7. Patrick Veglia, « Les migrations marocaines dans les archives françaises », *Migrance*, 24, 2005 p. 46-61.

contexte espagnol] à l'augmentation de l'immigration étrangère depuis les années 1990 »<sup>8</sup>.

Nous proposons d'aborder cette thématique des médias des immigrés marocains à travers une double approche communicationnelle et historique. En remontant jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle, l'approche historique permet de prendre en compte le « temps » comme un facteur important pour comprendre ces productions culturelles. Cette approche permet d'éviter le piège du présentisme dans lequel tombent différents travaux qui instaurent un lien de causalité entre l'avènement du Web et celui des médias des immigrés. Elle permet aussi de rendre compte du rôle actif des immigrés dans l'appropriation de différents dispositifs médiatiques. Enfin, l'approche retenue peut être qualifiée de globale et holistique dans la mesure où elle tient compte des situations de communication, des cadres sociaux et historiques de naissance des productions culturelles étudiées.

Quelles motivations et significations symboliques président à ces publications ? Quelles représentations identitaires sont en œuvre dans ces espaces ? Dans quelle mesure ces derniers constituent-ils une force d'agir et une forme de résistance active des immigrés ? Quel est le profil des acteurs sociaux instigateurs de ces publications ? Qu'en est-il de l'économie politique de ces productions culturelles ? Ces questions et plusieurs autres vont animer cet article, qui s'articule autour de trois principales parties. Il s'agit dans un premier temps de s'attarder sur les modalités de repérage et de définition du corpus de recherche. Dans un deuxième temps, la présentation des productions éditoriales retenues, de leurs contextes de naissance et de leurs régimes de communication sera établie. Enfin, et dans un troisième temps, nous nous attarderons à la fois sur les dynamiques identitaires en jeu dans ces espaces et sur les dimensions politiques qu'ils véhiculent et donnent à voir.

## **1. ENTRE ASSIGNATIONS IDENTITAIRES ET AUTO-DÉSIGNATIONS : QUELLE PERTINENCE DU PÉRIMÈTRE LEXICAL DES RECHERCHES DOCUMENTAIRES ?**

Face au silence de la bibliographie portant sur les médias des immigrés marocains, il était nécessaire d'interroger directement différents fonds d'archives afin d'identifier de potentielles productions éditoriales de ces immigrés. Trois catalogues en ligne ont été interrogés : le catalogue du fonds d'archives *Abdelmalek Sayad* de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration, le catalogue *Odysséo* de l'association Génériques<sup>9</sup> et le catalogue de la Bibliothèque nationale de France – dépôt légal en France. L'usage, seul ou combiné, des mots clés suivants « Maroc », « Marocains », « immigré », « migrant », « émigré », « médias », « journal », « presse » dans les équations de recherche n'a pas été fructueux. Le nombre de réponses générées était nul.

La lecture attentive de l'histoire des migrations marocaines a permis de retracer l'évolution de la structure, des statuts, des représentations et des assignations

8. Laura Navarro, « Les médias nés des migrations marocaines en Espagne », in Tristan Mattelart (dir.), *Médias et migrations dans l'espace euro-méditerranéen*, op. cit., p. 319-362.

9. Cette association se donne comme mission « d'entreprendre et de soutenir toute action permettant d'améliorer la connaissance des phénomènes migratoires en France et dans le monde par des activités tant scientifiques que culturelles ». Disponible sur <http://www.generiques.org>.

identitaires de ces immigrés. Un des éléments importants qui se dégage de cette histoire est la variété et l'évolution des assignations identitaires. Ces dernières reflétaient le point de vue d'un acteur dominant, à savoir l'administration coloniale française qui cantonnait les identités des immigrés marocains tantôt à leurs statuts administratifs, tantôt à leurs activités professionnelles. Ainsi, durant l'effort des deux guerres mondiales, on désignait ces immigrés de « tirailleurs », « goumiers », « soldats » ou « protégés »<sup>10</sup>. Plus tard, et durant les Trente Glorieuses, il était plutôt question d'« ouvriers », de « mineurs » et de « travailleurs »<sup>11</sup>. Ce n'est que plus tard que des négociations identitaires aboutissant à des auto-désignations des immigrés vont voir le jour. Ainsi, c'est l'ensemble des différentes désignations identitaires susmentionnées qui circulait au sein de cette presse et était utilisé par voie de conséquence dans l'étape d'indexation documentaire.

Deux idées sont à retenir de cette première étape de recherche. Tout d'abord, et ce n'est pas nouveau, les mots ne sont ni neutres ni figés. Ils évoluent en fonction des époques et portent en filigrane des informations sur nos sociétés, d'où l'importance de les questionner pour saisir les divers sens qu'ils recèlent. Ensuite, l'opération d'indexation des documents d'archives semble décisive pour l'interrogation des catalogues documentaires. Le choix des mots clés au cours de cette opération oriente inévitablement les résultats des recherches et donc les hypothèses de travail que le chercheur pourrait formuler.

Une ré-interrogation des trois catalogues susmentionnés, basée cette fois-ci sur le périmètre lexical mobilisé lors des assignations identitaires et des auto-désignations des immigrés, a permis l'identification d'une vingtaine<sup>12</sup> de titres de presse. De ces résultats, nous retenons une diversité des productions éditoriales existantes à l'échelle à la fois de l'instance énonciatrice (qui correspond tantôt aux immigrés, tantôt aux acteurs institutionnels du pays d'origine ou d'installation), du type de publication (brochure, journal, magazine, bulletin d'association, etc.), de la durée de viabilité et d'édition, du type de contenu publié, etc.

Ces productions éditoriales sont considérées dans cet article comme des titres de presse à part entière. Nous nous inscrivons dans le sillage de la définition de la presse proposée par Marie-Cécile Bouju, qui souligne que « la question de la définition de la presse [...] ne peut donc être purement technique, elle est aussi

10. Une presse éditée par le Parti communiste français ciblait ces différents « groupes » d'immigrés maghrébins. Parmi ces titres, on peut citer *La Fabrique* (1925) et *Casirna* (ou *Caserne*) (1923). Cette presse visait à encadrer les immigrés, à organiser leurs actions mais aussi à dénoncer le système colonialiste de la France. Cf. Benjamin Stora, « La presse maghrébine dans les luttes d'indépendance », *Presse et mémoire : France des étrangers, France des libertés*, Éditions Mémoire-Génériques-Ouvrières, 1990, p. 109-112. Dans le cadre de cet article, nous ne nous attarderons pas à dégager en détail des éléments du contexte socio-politico-médiatique du pays d'installation de ces immigrés, en l'occurrence de la France. Ces éléments sont loin d'être inintéressants ; au contraire, ils peuvent être primordiaux pour mieux appréhender le sens de ces productions éditoriales. Vu leur richesse, ils peuvent faire l'objet d'un article à part entière.

11. Patrick Veglia, *Guide thématique des sources d'archives privées inventoriées par Génériques. Les Marocains en France*, Éditions Association Génériques, 2008, 37 p.

12. Nous en citons à titre d'exemple : *Attaliaa* (1971), *Assifa Maroc* (1972-1976), *Maroc : Bulletin d'informations* (1977), *Maroc 78* (1978), *23 mars : revue arabe et marocaine* (1978), *Ila Amam, revue marocaine* (1981-1984), etc.

affaire de représentation symbolique et politique : nommer ces feuillets [de presse], c'est leur reconnaître leur appartenance à la presse et donc le fait d'occuper [...] l'espace public. [L']identité matérielle incertaine pousse sans doute les éditeurs [...] à choisir des titres et sous-titres utilisant le terme " bulletin ", " cahier ", " journal ", " courrier ", " dépêche ", " revue " »<sup>13</sup>.

La lecture flottante des numéros de ces publications donne à voir les grands événements qu'ont traversés les pays d'origine et d'installation à l'époque de leur édition. Nous pouvons ainsi dégager trois périodisations qui président aux contenus de ces titres, à savoir : les publications éditées avant 1956 — date d'accès du Maroc à son indépendance —, qui sont caractérisées principalement par la lutte anticoloniale ; les publications éditées entre 1956 et 1980, appelant à l'instauration d'un processus de démocratisation au Maroc ; enfin, les publications éditées après 1980 qui voient, quant à elles, un nouveau type de presse émerger représentant la voix d'une population qui était jusqu'à cette date invisible, celle des « jeunes issus de l'immigration ».

Le choix des titres à étudier dans cet article repose sur deux critères. Le premier est lié à l'instance énonciatrice des publications. Sont ainsi retenues exclusivement les publications éditées par des immigrés marocains. Le second critère est celui du public cible. Ce dernier doit être composé principalement d'immigrés marocains, voire dans une large mesure de Marocains au sol.

Trois titres de presse sont donc retenus dans cette recherche, à savoir *Maghreb. Les documents marocains*, *Option révolutionnaire* et *Al Jaliya Al Maghribiya*. Ces trois titres ont l'avantage de représenter trois périodes historiques, trois lignes éditoriales mais aussi d'être représentatifs de la diversité de typologies de ces publications.

Nous allons désormais nous pencher sur la présentation de ces trois titres ainsi que sur leurs régimes de communication. Cette dernière notion, suggérée par Adeline Wrona, désigne l'ensemble des « figures de l'auteur et du lecteur, physionomie du journal [manchette du titre, manchette du journal], format de l'article, modes de diffusion, modes d'impression et de commercialisation »<sup>14</sup>. Elle fait référence à la fois à des éléments liés au support (au papier et à son format, etc.) à la page comme espace éditorial (mise en page, typographie, rubricage, iconographie, publicité), et aussi à des facteurs davantage extérieurs mais qui sont inhérents à l'existence physique des publications tels que le prix de vente, le circuit de diffusion, les sources d'informations mobilisées, etc. Cette présentation des régimes de communication trouve son sens dans la théorie de l'énonciation éditoriale d'Emmanuel Souchier selon laquelle tout texte résulte « d'un texte

13. Marie-Cécile Bouju, « Manuscrite, ronéotée, imprimée... : la presse clandestine de la Résistance et ses technologies, 1939-1945 », *Usages militants de la technique : technologies, médias, mobilisations*, Actes du colloque organisé par le Centre d'histoire sociale du XX<sup>e</sup> siècle (université Paris 1-CNRS), le Centre de recherches politiques (Université Paris 1), l'ÉA « Pouvoirs, Savoirs, Sociétés » (Université Paris-VIII) et la BDIC, 12 et 13 mars 2009.

14. Adeline Wrona, « Écrire pour informer », in Dominique Kalifa, Philippe Régner, Marie-Ève Thérenty et Alain Vaillant (dir.), *La civilisation du journal. Histoire culturelle et littéraire de la presse française au XIX<sup>e</sup> siècle*, Nouveau Monde éditions, 2011, p. 719-743.

second [...] constitué par la matérialité du support et de l'écriture, l'organisation du texte, sa mise en forme, bref tout ce qui en fait l'existence matérielle »<sup>15</sup>.

## **2. DE QUELLES PUBLICATIONS S'AGIT-IL ? ESQUISSE DE PRÉSENTATION DE *MAGHREB. LES DOCUMENTS MAROCAINS, D'OPTION RÉVOLUTIONNAIRE* ET D'*AL-JALIYA AL MAGHREBIYA***

Malgré leurs spécificités respectives, la parution de ces titres a toujours été concomitante aux événements politiques que traverse le pays d'origine. Ainsi, s'ils ont vu le jour dans des contextes socio-politico-médiatiques différents, ces titres constituent tous des témoins des tensions politiques qu'a connues le Maroc.

### **2.1. Les étudiants marocains acteurs de la première publication nationaliste**

D'une périodicité mensuelle, *Maghreb. Les documents marocains* a vu le jour à Paris en juillet 1932. Comme le laissent présager son titre et son sous-titre, « Revue mensuelle de documentation économique et sociale », *Maghreb* s'intéresse particulièrement aux problèmes quotidiens (de santé, d'éducation, de travail, etc.) auxquels sont confrontées les populations des pays du Maghreb, avec une attention très particulière au Maroc.

Au commencement de cette aventure éditoriale se trouve un groupe de jeunes étudiants marocains partis à Paris pour poursuivre leurs études supérieures. Ces jeunes issus de familles bourgeoises ont pu découvrir à Paris un « univers intellectuel et artistique entièrement nouveau »<sup>16</sup>. La circulation des idéaux de 1789 et ceux des courants réformistes arabes du Caire et de Damas ont fait de Paris un lieu propice d'enrichissement idéologique des étudiants marocains. Benjamin Stora précise que c'est « à Paris, pendant l'entre-deux-guerres, que les nationalismes algérien ou marocain se révèlent pour la première fois dans leur forme "moderne", indépendantiste. Phénomène étonnant, paradoxal même que le nationalisme s'enracinant hors de sa patrie, en situation d'immigration »<sup>17</sup>.

Le projet de *Maghreb* est né à la suite d'une collaboration entre des étudiants marocains et quelques figures de la gauche française, en l'occurrence Robert Jean Longuet, avocat socialiste et arrière-petit-fils de Karl Marx, qui fut le directeur de cette publication<sup>18</sup>.

*Maghreb*, revue d'expression française, a été éditée durant quatre années consécutives et a disparu définitivement durant l'hiver de l'année 1935, après la parution de son 28<sup>e</sup> numéro. Le projet éditorial de la revue est donné à lire à travers un avis adressé aux lecteurs. Ce dernier est visible sur la quatrième de couverture de chaque numéro et est l'unique élément du paratexte éditorial et auctorial de la publication à être rédigé en langue arabe. Il est manuscrit et porte la signature du bureau administratif de la revue. L'usage de la langue arabe dans ce métadiscours n'est pas fortuit et interpelle, au sein d'un espace éditorial où le français est

15. Emmanuel Souchier, « L'image du texte : pour une théorie de l'énonciation éditoriale », *Les Cahiers de médiologie*, 6, 1998, p. 137-145.

16. Mohammed Bekraoui, « À l'école du nationalisme », *Zamane*, décembre 2012.

17. Benjamin Stora, « La presse maghrébine dans les luttes d'indépendance », *art. cit.*

18. Mohamed Hassan Ouazzani, *Le protectorat, crime de lèse-nation. Le cas du Maroc*, Éditions de la Fondation Mohamed Hassan Ouazzani, 1990, p. 111.

exclusif. Il fait office de revendication d'une langue, d'une appartenance et donc d'une identité, dans un environnement législatif hostile à une presse d'expression arabe. L'usage de cette langue garantirait sa diffusion, son accessibilité et sa compréhension par un public relativement large, d'où la pluralité des messages dont il est porteur. L'avis donne à lire *l'ultime raison d'être de Maghreb*, qui résiderait dans la défense des droits de la *Ouma marocaine*. Les auteurs-éditeurs y autoproclament la revue en tant que porte-parole de la population marocaine en l'absence de publication assurant cette mission.

Un autre point que soulève cet avis porte sur la question du financement de la revue ou de son modèle économique. Une invitation explicite des lecteurs marocains à participer au financement de *Maghreb* y figure. Cette invitation s'apparente davantage à un devoir moral qu'à un choix. En se positionnant comme le porte-voix de tous les Marocains, *Maghreb* requerrait indubitablement le soutien financier de ses lecteurs.

La question du financement est un des principaux défis auxquels sont souvent confrontées les publications des immigrés et détermine leur caractère souvent rudimentaire, leur durée de vie éphémère ainsi que la qualité de leurs contenus éditoriaux. Cette question ne semble pas pour autant rédhibitoire pour le cas de la revue *Maghreb*. Vu sa qualité de forme, de contenu et sa parution régulière, la revue semble bénéficier d'un apport économique qui ne se limite pas aux seuls prix de vente (5 francs par numéro) ou frais d'abonnement.

Le comité de rédaction de *Maghreb* est composé de personnalités notoires telles que des députés, des professeurs agrégés ou des ministres. Les statuts affichés des différents membres de ce comité de rédaction, représentatif des zones administratives et coloniales française et espagnole, seraient un gage de crédibilité et de notoriété de *Maghreb*. Si aucun intellectuel ou homme politique marocain ne figure dans les rangs du comité de rédaction, les étudiants marocains sont, en revanche, nombreux à y signer et publier des articles. Ces jeunes étudiants faisaient montre de grandes compétences rédactionnelles mais aussi de gestion et d'administration de la revue. Parmi ces étudiants, auteurs-éditeurs, on trouve Mohamed Hassan Ouazzani, Ahmed Balafrej, Omar Ben Abdeljalil, qui sont tous devenus plus tard de grandes figures du nationalisme marocain.

Si les quelques auteurs français ou espagnols qui participent à la rédaction des articles de *Maghreb* peuvent se permettre de les signer en utilisant leurs noms patronymiques, les étudiants marocains ont, quant à eux, fait appel à différentes stratégies de brouillage auctorial par peur de représailles et d'emprisonnement. La plus connue est la stratégie de l'anonymat. En effet, certains articles publiés dans *Maghreb* sont caractérisés par un effacement de l'instance énonciatrice, qui ne signe pas sa propre production éditoriale. L'autre stratégie à laquelle ces étudiants ont eu recours est l'usage de pseudonymes (comme *Fata Al Maghrib*, *Al Maghribi*, *Ahmed Al-Mansour*, *Al Fellah*, *Al Khabir*<sup>19</sup>) ou de leurs initiales (M. O., etc.). Les pseudonymes utilisés ne sont pas dénués de significations et de références à un imaginaire national marocain.

19. Respectivement « le jeune Marocain », « le Marocain », « Ahmed Al Mansour », « l'agriculteur », « l'expert ».

Hormis l'équipe éditoriale, certains articles de *Maghreb* sont la production de ses lecteurs. Ainsi et à travers la publication de différents préficiels, les auteurs-éditeurs de la revue invitent leurs lecteurs à envoyer leurs contributions au bureau administratif de *Maghreb*. Cette sollicitation du public à participer aux productions éditoriales de la revue rejoint cet imaginaire désigné aujourd'hui par l'« idéal participatif ».

Mais qui sont les lecteurs de *Maghreb* ? De quels circuits de diffusion et de distribution dispose la revue ? La lecture de *Maghreb*, et plus précisément des rubriques dans lesquelles sont publiés les réactions et commentaires des lecteurs, laisse penser que la revue est principalement lue par trois différents publics : des Marocains et des Français en France, des Français au Maroc et des Marocains au sol. Vu sa langue de rédaction, le français, et son coût<sup>20</sup>, le lectorat de cette dernière catégorie devait être relativement restreint et composé principalement d'une élite bourgeoise scolarisée. Toutefois, les contenus informationnels que véhicule *Maghreb* empruntent différentes voies de circulation pour atteindre un large cercle de Marocains, parmi lesquels des non-initiés à la lecture. Les initiés à la langue française jouent à ce titre un rôle de médiation en traduisant ses contenus. De même, une circulation par le biais d'une communication orale, de bouche-à-oreille, permet la diffusion des contenus à grande échelle<sup>21</sup>. Le cadre législatif qui régit les titres de la presse en France mais aussi dans les pays qu'elle colonise est loin d'être le seul élément rédhibitoire auquel a dû faire face la revue *Maghreb*. Cette dernière a fait l'objet de multiples tentatives de censures et d'interdiction de distribution de ses numéros sur le territoire marocain.

Éditée à Paris, *Maghreb* est caractérisée par une circulation qu'on peut qualifier de transnationale<sup>22</sup>. La revue est distribuée sur les deux rives de la Méditerranée, en France et au Maroc mais parfois aussi en Tunisie et en Algérie, comme le laisse voir le courrier des lecteurs. La revue publie régulièrement des articles dits de fond<sup>23</sup>, des lectures critiques d'ouvrages, des photographies, des comptes rendus d'actualité et quelques annonces promotionnelles d'ouvrages et d'essais politiques.

## 2.2. Quand la presse devient remède de quelques exilés politiques

*Al Akhtiar Al-Thaouri* ou *Option révolutionnaire* est une publication de périodicité mensuelle qui a vu le jour en France, en décembre 1975. Ce titre est le fait

20. Prix relativement élevé pour un Marocain ayant des revenus moyens.

21. On lit à titre d'exemple dans le double numéro 18-19 de *Maghreb*, « Les révélations de *Maghreb* sur sa [Pacha Tazi] jeunesse, sur sa conduite en Syrie et surtout les révélations qui se rapportent à Moulay Abdellah, sont sur toutes les lèvres et font l'objet de toutes les réunions en privé. Ces faits, qui n'étaient connus que par de rares initiés, se sont propagés dans la ville [Fès] avec la vitesse de l'éclair, aussitôt après l'arrivée de la courageuse revue [...]. Le Pacha a été pris à la lecture de *Maghreb*, qu'il s'est fait traduire plus d'une fois ».

22. Le transnationalisme est entendu ici comme « le processus par lequel les immigrants forment et maintiennent des relations sociales imbriquées et simultanées qui lient ensemble leurs sociétés d'origine et d'installation » (Glick-Schiller, Basch et Blanc, 1995). Ainsi, entre au moins deux espaces, les immigrés développent des pratiques sociales, politiques, économiques que l'on peut qualifier de transnationales.

23. Philippe Régnier, « L'article de fond », in Dominique Kalifa, Philippe Régnier, Marie-Ève Thérenty et Alain Vaillant (dir.), *La civilisation du journal*, op. cit., p. 907-924.



Figure 1 : La Une du n° 1 d'Option révolutionnaire, paru en décembre 1975.

d'un mouvement éponyme rassemblant un collectif d'anciens militants de l'Union nationale des forces populaires (UNFP). La publication s'inscrit pleinement dans le sillage de l'héritage et des réflexions du leader politique marocain Mehdi Ben Barka. D'ailleurs, le titre *Option révolutionnaire* fait référence à celui d'un manifeste rédigé et lu par Mehdi Ben Barka lors du 2<sup>e</sup> Congrès de l'UNFP tenu en 1962. Dès son premier numéro, les auteurs-éditeurs de cette publication affichent explicitement leur appartenance et affiliation idéologique<sup>24</sup>.

La publication de ce titre de presse s'est étalée sur une période d'à peu près dix ans (de 1975 à 1983) et durant laquelle 58 numéros ont pu être publiés. Ces années d'édition ont été caractérisées par des changements relatifs à la fois au format et au contenu éditorial de la publication. Si *Option révolutionnaire* prenait durant ses six premières années de parution le format d'un journal mensuel composé, en moyenne, de 8 à 12 pages, elle a, à partir de 1981, pris le format d'une revue trimestrielle composée d'environ 80 pages.

Qui écrit ? Comme c'est le cas pour la majorité des journaux militants, *Option révolutionnaire* est principalement rédigée par des militants-bénévoles du

24. On lit ainsi dans ce premier numéro : « Après 20 années d'une indépendance factice... après 10 années de disparition et d'absence de Mehdi, nous pensions qu'*Option Révolutionnaire* [Le manifeste] demeure un bon point de départ théorique, exhaustif et objectif, pour bien appréhender les réalités actuelles marocaines. [...] Ainsi, le journal se charge de poursuivre et de raviver cet héritage militant de Mehdi. [...] Le journal poursuivra sa lutte et deviendra un outil de militantisme contre l'impérialisme et les réactionnaires ».

mouvement. Le bénévolat-militantisme constitue un point vital dans l'existence de ces publications qui ne disposent pas de grands moyens financiers. Même si la rédaction et la production d'un journal d'une façon régulière constituent une tâche chronophage pour des bénévoles ayant par ailleurs des activités professionnelles, les militants d'*Option révolutionnaire* l'ont assurée. Cependant, et comme l'avance Luis Del Rio, la presse militante des immigrés est le plus souvent le fait d'une seule personne assurant en même temps les rôles de producteur, de rédacteur et d'éditeur<sup>25</sup>. Cette assertion est corroborée par les propos tenus par Hayat Bousta, veuve d'Abdelghani Bousta, un des leaders de la formation politique du même nom, *Option révolutionnaire*, dans le cadre d'un entretien que nous avons réalisé avec elle. Elle souligne que son mari rédigeait la quasi-totalité des articles parus dans le titre avec la contribution ponctuelle d'autres militants.

Concrètement, il est très difficile de savoir avec précision qui écrit quoi compte tenu du brouillage auctorial régnant au sein de la publication. La quasi-totalité des articles publiés sont non signés, hormis ceux rédigés par des figures de proue de la gauche marocaine. Ces dernières sont généralement sollicitées au préalable pour la rédaction de rubriques particulières, comme la rubrique « La tribune des militants »<sup>26</sup> (n° 6, 1976). Encore une fois, et comme pour le cas de *Maghreb*, ce brouillage auctorial, qui prend la forme de l'anonymat comme tactique, est mobilisé pour des raisons de protection des rédacteurs et de leurs familles dans un contexte politique hostile à toute opposition à l'égard de la monarchie. L'effacement des entités énonciatrices individuelles peut être aussi vu comme une preuve de solidarité entre les militants-auteurs du journal, c'est-à-dire comme un effacement pour une meilleure visibilité du titre organe. En d'autres termes : c'est *Option révolutionnaire* qui parle et non pas des individualités éparées.

En nous appuyant sur la lecture des articles d'*Option révolutionnaire* d'un côté et sur des éléments dégagés de notre entretien de l'autre, il s'avère que le circuit de distribution du journal est caractérisé par son caractère transnational. En effet, le journal était lu par des militants marocains installés dans différents pays européens (France, Pays-Bas, Espagne), par des militants marocains au sol ainsi que par d'autres militants et sympathisants européens. Interdits sur le territoire marocain, des exemplaires d'*Option révolutionnaire* y entraient tout de même par voie clandestine dans les valises des immigrés.

Les recettes collectées par le biais des ventes du journal, dont le prix était à ses débuts de l'ordre de 2 francs par numéro, et par celui des abonnements annuels étaient loin d'être suffisantes pour compenser les dépenses d'impression et d'administration de ce titre de presse. Par conséquent, et dans chaque

25. Luis Del Rio, *Les micro médias imprimés : recherches sur la micropresse pendant la résistance chilienne 1973-1989*, IHEAL, Thèse de doctorat, 1996, p. 133.

26. On y lit : « Le journal a pris la décision de donner la parole dans ses colonnes aux militants UNFP pour que ces derniers puissent s'exprimer et participer à l'analyse de leurs expériences politiques. Ainsi faisant, ils jetteront également la lumière sur notre avenir et nos combats. La parole est donnée aujourd'hui au frère militant. . . » (notre propre traduction).

numéro, des appels à dons étaient publiés, invitant les lecteurs à soutenir le journal financièrement. Toutefois, au vu de sa parution quasi-régulière, *Option révolutionnaire* semble être dotée d'un capital financier important. Hayat Bousta déclarait à ce titre qu'*Option révolutionnaire* bénéficiait du soutien financier de Mohamed El Basri, plus connu sous le nom de Fqih El Basri, un militant et exilé politique marocain.

Outre cette contrainte de nature économique, il faut tenir compte de la contrainte législative à laquelle devaient faire face les éditeurs de cette publication. La loi en vigueur pour l'organisation de la presse écrite française durant les années d'édition d'*Option révolutionnaire* est l'ordonnance du 26 août 1944. On y lit dans son article 3 que « tous les propriétaires, associés, actionnaires, commanditaires, bailleurs de fonds ou autre participants à la vie financière d'une publication, doivent être de nationalité française ». Face à cette restriction basée sur un critère d'appartenance nationale, les auteurs-éditeurs d'*Option révolutionnaire* ont fait appel au soutien de personnalités de la gauche française. Maurice Blanc, actuellement professeur émérite à l'université de Toulouse, fut d'un grand secours pour ces militants en « prêtant » son nom en tant que rédacteur en chef de la publication. Ce dernier souligne<sup>27</sup> que s'il connaissait la ligne éditoriale de la publication ainsi que ses objectifs, il ignorait complètement le contenu publié dans ses différents numéros. L'aide apportée consiste alors essentiellement en un détournement des dispositifs législatifs en vigueur à cette période.

La langue choisie pour l'expression de ce titre de presse est la langue arabe. Ce choix peut être vu comme la revendication d'une appartenance identitaire. Rappelons que le journal se définissait tout d'abord en tant que « revue trimestrielle marocaine », puis en tant que « revue marocaine et arabe ». Le choix de cette langue permettait également son accessibilité à un large public ne maîtrisant pas la langue française. Des suppléments d'*Option révolutionnaire* en langue française paraissaient de façon régulière. Ils prenaient le format de fascicules composés de 4 feuillets publiant des traductions d'articles parus antérieurement dans la version arabe du journal.

Une hétérogénéité des contenus éditoriaux de ce titre est à signaler. Les contenus varient, allant d'articles relevant de l'essai historique, de l'entretien politique, du récit de vie de militants, à des articles livrant des informations factuelles aux contenus iconographiques.

La disparition de la revue en 1983 fait suite à la dissolution du mouvement *Option révolutionnaire* cette même année et à l'adhésion de ses membres à l'USFP-CAN, actuellement Parti de l'Avant-Garde démocratique socialiste (PADS).

27. Lors d'un échange par courrier électronique réalisé en mars 2012.

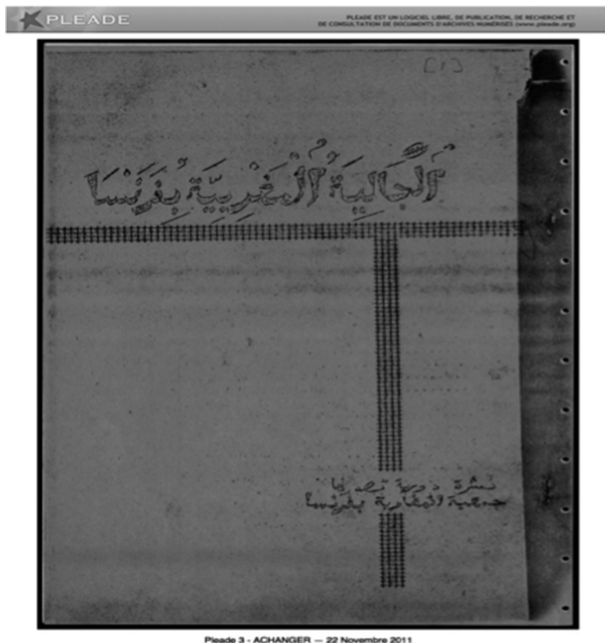


Figure 2 : La Une du premier numéro d'*Al Jaliya Al Maghribiya*, paru en 1972.

### 2.3. *Al jaliya*, une publication de lutte ouvrière et transnationale

Depuis sa création, l'Association des marocains en France (AMF)<sup>28</sup> a édité des publications (brochures, bulletins d'information, etc.) qui servent à la fois à rendre compte de ses activités et à publier des informations sur l'actualité des pays d'origine et d'installation. *Al Jaliya Al Maghribiya*<sup>29</sup> faisait ainsi partie du paysage médiatique produit par l'Association. Le premier numéro de cet « organe de l'AMF » a vu le jour à Paris, rue Serpente, en 1972.

Les moyens rudimentaires utilisés pour sa production ainsi que son caractère artisanal interpellent dès la consultation du premier numéro d'*Al Jaliya*.

Les compositions des numéros étaient le fruit à la fois de pratiques manuscrites et d'autres faisant appel à des machines à écrire, probablement des ronéos à encre.

28. Fondée en 1962, l'AMF est la première structure associative qui vise à représenter et organiser les immigrés marocains en France. Elle jouait un rôle fédérateur entre les militants de la gauche marocaine (militants de l'UNFP) en exil, les étudiants marocains organisés au sein de l'Union nationale des étudiants marocains (UNEM) et les militants communistes. Ses activités étaient au début tournées uniquement vers le pays d'origine. Les événements politiques qu'a traversés le Maroc conjugués à l'hétérogénéité des profils et de l'évolution de la nature des immigrés marocains ont suscité un changement de ses objectifs et de sa structure. En effet, une scission interne a eu lieu en 1982. Naît de cette scission l'Association des travailleurs maghrébins de France (ATMF), qui insiste sur son indépendance de tout mouvement politique et dispose d'importants liens avec le mouvement syndical français et marocain. Cf. Thomas Lacroix, « L'engagement citoyen des Marocains de l'étranger », *Hommes & Migrations*, 1256, 2005 p. 89-102.

29. Correspond littéralement à « Communauté marocaine à l'étranger ».



Figure 3 : La Une du numéro de juin 1972 d'Al Jaliya Al Maghribiya.

La maquette et la mise en page sont réduites au strict minimum. Les pratiques artisanales de collage des coupures d'articles issus d'autres titres de presse, les dessins manuscrits de graphiques et de courbes, la non-permanence du nombre de colonnes d'un espace-page à un autre sont quelques illustrations de l'aspect technique rudimentaire d'Al Jaliya.

La dimension économique est intimement liée à la qualité matérielle de cette publication ainsi qu'à sa longévité et périodicité. En effet, cette dernière est irrégulière, comme l'atteste le nombre total de numéros parus durant l'existence d'Al Jaliya : seuls 29 numéros ont pu voir le jour, sur une période allant de 1972 à 1985. La production de cette publication s'appuie sur les recettes réalisées à travers la vente<sup>30</sup> des numéros, à travers les prix des cotisations annuelles

30. Les prix variaient entre 1 franc, au début de sa parution, et 6 francs, prix de vente du numéro 27. Le prix est relatif au nombre de pages que comporte chaque numéro.

d'adhésion à l'association mais aussi à travers les différentes manifestations culturelles organisées par l'AMF et moyennant des frais de participation. Ces recettes restent pour autant insuffisantes, d'où les différents appels à dons des lecteurs. Comme pour la revue *Maghreb*, le soutien financier de cette publication est présenté aux lecteurs comme un devoir moral puisque les « luttes d'*Al Jaliya* sont les (leurs) » et puisqu'elle est l'instance représentative de l'ensemble des immigrés marocains en France, ou du moins, elle s'auto-définit en tant que telle. Comme le laisse entrevoir son titre, cette publication se veut représentative des immigrés marocains en France. D'ailleurs, l'usage même de la forme singulière de *communauté* (*Al Jaliya*) dans le titre fait montre de cet imaginaire d'unité et de solidarité qui y régnerait.

Le siège de l'AMF à Paris mais aussi les bureaux de ses différentes sections françaises permettaient de se procurer ce titre de presse. *Al Jaliya* faisait également l'objet de vente sur les marchés et lors des différentes manifestations et activités organisées par les immigrés en France. Comme certains courriers des lecteurs le laissent voir, il était également lu sur la rive sud de la Méditerranée.

Les auteurs-éditeurs d'*Al Jaliya* sont pour la plupart des militants au sein de l'AMF. Les diverses compétences de ces militants sont mobilisées, et ce dans différents domaines comme celui de l'écriture, du dessin, du design, de l'impression, de la gestion financière, etc. Cette production éditoriale est ainsi le fruit d'une agrégation d'engagement de militants, de leur temps et de leurs compétences. Cette solidarité prend corps également à travers le brouillage auctorial qui est à noter dans *Al Jaliya*. La quasi-majorité des articles sont non signés. Ceux qui portent une signature de l'instance énonciatrice se cantonnent à livrer le statut social de cette dernière. Ainsi certains articles portent comme signature « ouvrier marocain à Citroën » ou « ouvrier marocain dans les usines de Chausson ».

Les lecteurs d'*Al Jaliya* sont constamment sollicités pour envoyer leurs productions discursives portant sur leurs problèmes, leur quotidien ainsi que leurs mobilisations (grèves, manifestations). Ces lecteurs peuvent être tout aussi bien des travailleurs immigrés que des ouvriers marocains au sol. Ces deux catégories de public mènent selon les auteurs-éditeurs d'*Al Jaliya* les mêmes combats et les mêmes luttes.

Sur une période de vie de 13 ans, *Al Jaliya* a fait l'objet de quelques évolutions du format et du contenu éditorial. Les changements, plus précisément de périodicité et du style rédactionnel des articles, sont estimés par les auteurs-éditeurs comme indispensables pour rendre ce titre « accessible » à tous les immigrés. Ces derniers étaient en effet majoritairement non scolarisés ou disposaient d'un faible niveau d'étude. Retravailler le style d'écriture, le type d'argumentation utilisé mais aussi mobiliser différentes techniques pédagogiques avaient pour but de rendre le contenu des articles plus accessible. Ainsi, une volonté de réadaptation du « contrat de lecture »<sup>31</sup> aux besoins du lectorat était

31. Eliseo Verón, « L'analyse du "contrat de lecture" : une nouvelle méthode pour les études de positionnement des supports de presse », *Les médias : expériences et recherches actuelles, applications*, IREP, juillet 1985.

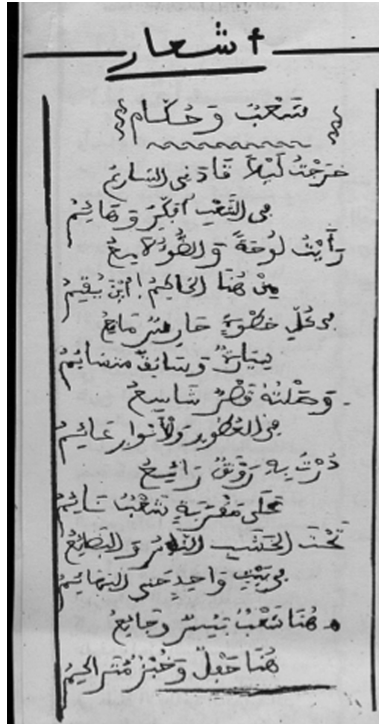


Figure 4 : Poème anonyme établissant une comparaison entre le quotidien des gouvernants et celui du « peuple opprimé », paru dans *Al Jaliya Al Maghribiya*, n° 3, 1972.

affichée dans le double numéro 26 (novembre-décembre 1983). Cela dit, cette adaptation montre un écart du niveau d'éducation et de conscientisation politique entre les auteurs-éditeurs d'*Al Jaliya* et son public cible. Quant au choix du code linguistique, il est à préciser que la publication est bilingue : au sein des mêmes numéros les articles rédigés en langue arabe, dominants, côtoient ceux rédigés en langue française. Ces derniers ont pour objectif de médiatiser, faire connaître certaines luttes auprès d'un large public. Leur sélection n'est pas fortuite.

*Al Jaliya* constitue enfin un espace de communication de l'AMF sur ses propres activités. On y trouve ainsi ses différents communiqués, ses activités passées et à venir, les comptes rendus de congrès, les différentes permanences au siège national et des sections. *Al Jaliya* est, par ailleurs, caractérisé par la diversité de son matériel éditorial : il est riche en contenus iconographiques (caricatures, dessins), annonces d'événements culturels, lettres et avis d'information, poésies, données statistiques.

Avec leurs spécificités respectives, un intérêt commun à la vie et au fait politique du pays d'origine se dégage à travers les différentes productions discursives de *Maghreb. Les documents marocains, Option révolutionnaire* et *Al Jaliya Al Maghribiya*. La distance physique et l'absence d'ancrage territorial considérés par d'aucuns comme une perte d'identité ne sont pas, dans les exemples étudiés, antinomiques avec un engagement politique à distance.

### 3. FAIRE DE LA POLITIQUE QUAND ON EST PRIVÉ D'EN FAIRE ET À DISTANCE. ÉCRIRE POUR EXISTER, ÉCRIRE POUR RÉSISTER

Les productions discursives des trois titres étudiés sont appréhendées ici à l'aune de ce que James Scott qualifie de « résistance active »<sup>32</sup>. Scott mobilise cette expression pour désigner les tactiques et ruses que des groupes dominés mettent en place afin de « contester le discours et les pouvoirs dominants et [d']imaginer un ordre social différent »<sup>33</sup>. Mais en quoi les pratiques discursives des immigrés s'apparentent-elles au registre de la résistance active ? Le premier élément de réponse à cette question est inhérent à la condition même d'« immigrés » des auteurs-éditeurs de ces publications. L'absence physique du territoire national est corrélée à l'invisibilité de ces émigrés-immigrés et par conséquent à celle de leurs voix auprès du pouvoir politique du pays d'origine. Ensuite, cette invisibilité est davantage ancrée du fait du verrouillage du champ politique intérieur marocain à toute participation de ses émigrés. En échappant à la mainmise du pouvoir en raison de leur déterritorialisation, ces derniers sont considérés comme une menace pour l'ordre politique interne. Dès lors, ces pratiques discursives, prenant forme dans la presse militante de notre corpus, sont considérées en tant qu'une résistance active établie *via* l'encre et le papier face au pouvoir politique au Maroc.

Si son existence est en soi une forme de résistance, cette presse donne à voir d'autres stratégies de résistance qui prennent corps à travers la médiation de l'écriture. Résister s'apparente ainsi à l'investissement des espaces éditoriaux comme des espaces où circule une parole animée par des logiques de dénonciation, de revendication, de témoignage et d'information. Peu importe la pluralité des orientations idéologiques de cette presse militante, ses auteurs-éditeurs n'hésitent pas à y dénoncer ce qu'ils considèrent être des « exactions » du pouvoir en place (aussi bien celui de l'administration coloniale que celui du régime d'Hassan II) par le biais de différentes stratégies discursives. On y publiait ainsi différentes « révélations politiques » accompagnées de divers documents faisant office de preuves (faits statistiques, copies de documents confidentiels, etc.) et étayés d'une couche sémantique relevant du champ lexical de la connaissance rationnelle.

La pratique de dénonciation par la médiation de l'écriture puise dans d'autres formes du « répertoire d'action collective »<sup>34</sup>. Elle puise spécifiquement dans le registre de la poésie dissidente et celui des pétitions. Ces dernières exigent quasiment toutes la libération des prisonniers politiques marocains et disposent du soutien des figures de proue du militantisme marocain et français.

#### 3.1. Quels rôles symboliques pour ces espaces éditoriaux polyphoniques ?

Les espaces éditoriaux de cette presse ont la caractéristique de célébrer une construction partagée des discours : une polyphonie énonciative y est à l'œuvre. En effet, la parole des auteurs-éditeurs n'est pas la seule qui y circule ; elle est

32. James C. Scott, *La domination et les arts de résistance : fragments du discours subalterne*, Amsterdam, 2008 [1992], 269 p.

33. *Ibid.*

34. Charles Tilly, « Les origines du répertoire d'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne », *Vingtième siècle. Revue d'Histoire*, 4, 1984, p. 89-108.

# عريضة ضد القمع في المغرب

في إطار تجديد الرأي العام التقدمي والديمقراطي لاستنكار القمع المسلط على الجماهير المغربية ونشر بشكل مسلسل أسماء شخصيات ومناضلين وتموا على عريضة هذا نصها :

تتعرض الحركة التقدمية والوطنية في المغرب لهجة رجعية يشكل القمع أبرز مظاهرها : الاعتقالات والاختطافات والترجيمات المناضلين في المعتقلات والسجون .

إن الشخصيات الموقفة اسفلها ، مناضلين و ممثلين هيئات سياسية وثقافية ورجال فكر :

– يستنكرون اغتيال المناضل عمر بيجلون ، ويطالبون بتوضيح الحقيقة حول ظروف اغتياله ، وفضح المسؤولين الحقيقيين باعتبار التصفية عملية سياسية .

– يطالبون بتوضيح كامل الحقيقة حول اختفاء المناضل الحسين المازوي بن علي الذي اختطف من

تونس 1972 ، والمناضل العبدى الذي يجلس مصيره منذ سنة 1973 .

– ينددون بالحكومات التي تلتخض ضد المناضلات والمناضلين الاتحاديين في كل من غامس والموقعون :

● توري عيسدالزاق : نائب السكرتير العام لمنظمة تضامان الشعوب الافريقية الاسيوية

● بيار جوكان Pierre JUQUIN : برلاني ، عضو اللجنة المركزية للحزب الشيوعي الفرنسي

● جورج حبش : من الجبهة الشعبية لتحرير فلسطين

● فالنسان لايبيري Vincent LABEYRIE عالم ، مستشار حكومة الفيتنام والكمبيك والجزائر ...

والدار البيضاء ، وبكل الحكومات ضد المناضلين للتقدميين كما هو الشأن بالنسبة لحكامة الدار البيضاء .

● عزيز بن بيلود : محامي جزائري ( طرد من المغرب بسبب دفاعه عن المناضلين الاتحاديين )

● البير بول لانتان Albert Paul LANTIN مدير جريدة بوليتيك ميبدو

● دانييل كيران Daniel GUERIN : مؤلف كتاب « قتلته المهدى بتيركة » .

● احمد العياش : عن منظمة الحزب الشيوعي العراقي في تونسما

Figure 5 : Pétition contre la répression au Maroc publiée dans *Option révolutionnaire*, n° 5, mai 1976.

accompagnée de celle de militants et de lecteurs et sympathisants. On l’a vu, les différents titres étudiés invitent leurs lecteurs à envoyer leurs écrits et, ainsi, à participer à la vie de ces publications. La parole des lecteurs est protéiforme et prend corps dans les annonces, comptes rendus de grèves et de manifestations, caricatures, etc. Cette parole est particulièrement intéressante du fait qu’elle donne à voir le vécu : elle vise à *faire croire*. Elle s’apparente à un discours testimonial dont la légitimité demeure dans le fait même de la présence physique de ces témoins sur les lieux de déroulement des événements rapportés. Le discours testimonial, jouant ici le rôle d’un argument éthique, a l’avantage de permettre l’identification d’un large public de lecteurs marocains partageant les mêmes problèmes quotidiens et ainsi de *faire corps*.

Chacune des publications étudiées s’auto-définit en tant qu’une presse porte-parole des Marocains au sol et hors sol. Cette ambition de se positionner en tant que représentant mandaté, voire même auto-mandaté, se donne à voir dès les premiers numéros de ces titres et notamment lors de l’énonciation de leurs lignes éditoriales et de leurs objectifs. Elle se manifeste aussi à travers l’usage récurrent du pronom de la première personne du pluriel, « nous ». Ce dernier laisse entrevoir la pratique d’une écriture collective et inclusive aux lecteurs permettant ainsi à ces derniers de s’identifier aux contenus qui circulent dans ces titres.

### 3.2. Sur les catégories des informations circulant au sein de cette presse

Écrire pour résister s’apparente aussi à écrire pour *informer et instruire*. Cette presse est animée par une dimension pédagogique qui exploite le double discours de l’herméneutique et de l’informatif. Elle s’efforce d’informer ses lecteurs, considérés comme des victimes d’une désinformation et d’un traitement lacunaire de l’actualité conduits par une presse marocaine « bâillonnée ». Face à une presse officielle accusée de distordre la réalité, la presse militante propose différents types d’information qu’on peut regrouper en quatre catégories.



Figure 6 : Photographie de victimes de la répression au Maroc, *Al Jaliya Al Maghribiya*, juin 1972.

La première catégorie fournit des données pratiques, à valeur immédiate, portant sur la vie quotidienne des immigrés et qui ont pour objectifs d'encadrer et d'orienter ces derniers. L'exemple typique pour illustrer cette catégorie est celui des thématiques traitées dans la rubrique « Guide de l'immigré » publiée dans *Al Jaliya*. Cette rubrique propose par exemple aux immigrés des fiches pratiques des démarches à suivre lors d'un contrôle policier conduisant à une expulsion, ou bien des fiches inventoriant les différents articles de lois françaises qui régulent le phénomène de l'immigration, etc.

La deuxième catégorie englobe des informations d'ordre militant. Elle répertorie les mobilisations des ouvriers marocains à l'étranger et au Maroc ainsi que celles des différents acteurs militants et syndicaux à l'échelle mondiale. Par ailleurs, une autobiographie politique inventoriant les activités culturelles, politiques et militantes organisées par l'association ou le parti politique dont cette presse est l'organe fait partie des contenus éditoriaux de ces publications.

La troisième catégorie propose quant à elle un survol de l'actualité sociopolitique marocaine, française et internationale. La vie politique française est sobrement abordée dans cette presse. On l'évoque principalement pour commenter les visites d'État et d'autres conventions bilatérales franco-marocaines. Vu la périodicité mensuelle de ces publications, cette catégorie est loin de constituer leur cœur.



Figure 7 : Rubrique intitulée « Guide de l’immigré », *Al Jaliya Al Maghribiya*, n° 27, 1984.

La quatrième et dernière catégorie englobe des articles d’analyse théorique. Il est possible d’en distinguer deux procédés distincts en fonction du public ciblé. Les articles s’adressant au public des « nouveaux militants » prennent un format relativement court, souvent sous forme d’encadrés. C’est le cas par exemple de la rubrique « Guide du militant » d’*Option révolutionnaire* où une variété de thématiques politiques est analysée, comme « Un exposé facile du lexique

# متى سنعود؟

أكثر من مواطنين والفقر يسود المدن والقرى والأراضى تفتتحت. وهذا الوضع ليس صدفة بله سياسة فارة للحاكمين لأنه هو الذراع الأيمن لاستعمارهم في الحكم وهو الذي يجتهد في استغلالنا والكذب علينا . . . ولا بد لهذه الحالة أن تزيد وتواليا مرتبها بالهز الاسترضيين الأيمن لأن وهي وتتيف الشعب هوني صالح النظم النظامي المتخلف وليس في صالح النظام الاجتماعي . فلما بالتعليم المعسرا والعام وتكوين الأطارات والمعاصرة الأمية تعطي لجميع أبناء الشعب المعرفة والعلم فحينذاك تكون عيش أمة تفتخر في عالم الرخس . . . وقد قد علمنا طاعة النخبة الاستعابية العتقة ونبدأ في عهد جديد عهد النهضة العامة والكرامة . . . وتكون قد تسبنا من العجز والفتور . . . ستمد . . . نذكر علينا قوة الأيمان بتدبر الشعب على تحروبو الصانطي زمام أموره والتصرف بحضرة . . . أن الشعب المغربي يتأهل ويندمل التصفيح وتزوم السجون والتشردوا ختلاف لتحقيق العدالة الديمقراطية في البلاد .

الموجود في المغرب، إن النظام الانطاخي الحاكم هو المسؤول الأساسي على هذا الوضع لأن أهدافه وسياساتيه تعدد صراحة الجماهير الشعبية الكدرة وتكثفها كلها بوجعة لأمالح عفة مشبلة من اطعاهن ورجوازين وسامرة الاستعمار والامرأته هذه الاغنية لتعشير الاطى استعلاء الشعب ونهب خيراته وتبذير ثرواته . . . وهذه السياسة هي المسؤولة على هجرتنا لأن الذين يبعون عبرتنا بأخص التسن لا يتراجعون في بيع الموالدين لاريسا الرأسمالية . . . فالكل هوذا تغير النظام العام بنظام جديد نشعبه بديراطي أساسه الشعب ويصلحته . ليس هناك مفرح الا لما ترجع بكافة الشعب .

ثالثا - الحل احتياجي لأن أساسا وضيمتنا الاجتماعي من أسباب المسألة التي تعيق نهجها الجعل يسير على

هذا هو السؤال الأساسي والحاسم الذي يطرحه كل محاضر في وطنه . لأن الحضرة يرمح كل أمجادها المربوطة تفكس اجرا فردى بطنه الطارق الذي يوجد فيه المغرب وبطنه الباطن المربوب على عمالة الموقر وهم ظهور يوازم ورواسم حل للحالة السيئة التي تعيق نهج البلاد . إن الإنسان لا يبدأ جرمين تلكا نفسه لان الحضرة هنا كانت تبقى تتدرا زموتا وان الحضرة تنفق زنتي ولا يفر شخص الاضمار من وقتنا الا استنفق لديه جميع امكانيات وجود حل لطالته في بلد . في سائنا احضرة توارم من البقلة فتر من الخ البويبي الانتعاش والسياسي والاجتماعي الذي يدعنا الى الأمام والانتعاش الثقافي . . .

هجرنا بمتلكة هروب والذليل عن ذلك ما نتحلف من متابع مصاصين من أجل الحصول على مزايا الاستغلال التي يتأهب ارتداء المسامرة مع التليل الذي يملكه العاجر لتمتلك مزارع السفر والامانة والحرز على العمل . إن الضربة ليست ترمدة في سياسة بل انها غرور تصبىات وصيرام الاستعلاء والعجزية والعمياء الرديئة في اول الشربل . . . كسفة تحير هذه الحالة ولا يمايز المتبول . . . هاجرتنا اشين أن مدالتنا لا تكون قضية لاتتجاوز سنة أو سنتين وأهدافنا تتأثر رأيتنا في البلاد . . . عهد سنتا . . . سنين وأكثر تلعللنا حقيقة حالتنا التي لا تتغير . . . تتحول الحضرة الى استيطان حيث تغير عائلتنا وأولادنا معنا لنسكهم ديار المغرب و بدووا الامرين من تشرذم وتزق باهانة . . . لا يمكن ولا يجوز أن هدم هذه الحالة ولا . . . للغير أن تنكسر ولا بد للكرامتان عمارتنا ولا سدد أن تعود . متى تعود الى بلادنا ؟ متى سوادنا الا في عرفنا المتعصب من جيبنتنا من أجل الرأس المال الاجنبي سنهدبنا وطننا ونشي على العمال ونسند المدارس والبروق ونسقي الارض ونحترق الخبول . أين السحل ؟ الحل موجود ولكنه ليس محبوزا انه يمسنا أبدأ ومن سنعاواننا وتصيرتنا . . . بل صراحة التمل السلبسي واقتصادي واجتماعي ولا يمكن فعل امزاج الثلاثة لاهم مرتاضين أرتباطا ضويما .

أولا - التمل السلبسي لان هجرتنا أساسا مرتبطة بالوضع السياسي الفاسد

## متى سنعالج؟



كل صباح تجدني في انتظار الطبيب : أين على الظهر ما بين في اليد ودهن مرقد من كثرة العاس التي تعرض ليلين كل يوم . طلق بيكي طول الليل ، يذبح الطوبى هو الأم ليس لها الدراهم لتصفية الى عمالة الطبيب العرة . طالت ساعة الانتظار الساعة 4 و 45 الطبيب لم يأت والباب لم يفتح يحد والباس في طوبى الاموات . هذه الرضمية دامت وتدمم : يرجعن مع ذلك كل يوم . ماذا يملن ؟ الذين اتنا متعصب من جرا الانتظار . الام العيوب يا ابن سيافى الطبيب . الذين الانتظار طال طويلا . . . . .

Figure 8 : Article<sup>35</sup> publié dans *Al Jaliya Al Maghribiya*, janvier 1972.

révolutionnaire » (n° 1, 1984), « Caractéristiques de la féodalité au Maroc » (n° 8, 1976), etc. Une rhétorique de l'instruction qui « reprend un modèle scolaire de type dissertatif, avec une mise en relief des définitions préliminaires, de grands panoramas historiques »<sup>36</sup>, y est mobilisée. Pour le public de militants assez

35. Les deux titres de l'article sont respectivement « Quand est-ce qu'on retournera ? » et « Quand est-ce qu'on nous soignera ? ». Pour les auteurs de cet article le phénomène migratoire est intimement lié à l'absence d'un régime démocratique au Maroc. Le phénomène migratoire y est aussi présenté comme intimement lié à « l'impérialisme ».

36. Claire Barel-Moisan, « Écrire pour instruire », in Dominique Kalifa, Philippe Régner, Marie-Ève Thérenty et Alain Vaillant (dir.), *La civilisation du journal*, op. cit., p. 746-771.

## دليل المناضل : الديمقراطية

حريات شكلية ، بحيث ان ممارستها الفعلية هي من حظ البورجوازيين المتمتعين بالامكانيات المادية والمعنوية .

لقد اثبتت تجربة الديمقراطية البورجوازية انه لا يمكن ان تقوم اي مساواة حقيقية الا بالقضاء على الاستغلال واسبابه الموضوعية .

● الديمقراطية الشعبية : ان الديمقراطية الشعبية التي يوفرها المجتمع الاشتراكي هي بالتأكيد اوسع اشكال الديمقراطية مفهوما ، واكثرها ضمانا عند التطبيق بالنسبة للجماهير .

ففي ظل المجتمع الاشتراكي تصبح وسائل الانتاج ملكا للمنتجين ، كما تصبح اجهزة الدولة كلها مسخرة لخدمة مصالح الجماهير الكادحة ، وبذلك تقوم الاسس الموضوعية لارساء العدالة الاجتماعية ، وتثبيت ركائز الحياة الديمقراطية والمساواة بين جميع افراد الشعب .

وفي ظل الديمقراطية الشعبية تصبح الحريات العامة في متناول الجماهير التي تحصل على الامكانيات المادية لممارستها ، وتعرف هذه الحريات توسعا كبيرا لتشمل جميع فئات المجتمع ، وذلك في اطار خدمة مصالح الاشتراكية والتقدم .

اذا كانت كلمة « الديمقراطية » تعني حكم الشعب نفسه بنفسه ، فان تطبيق هذا المفهوم يختلف اختلافا جذريا حسب طبيعة النظام القائم والمصالح التي يمثلها ويدافع عنها .

● فالنظام الإقطاعي هو بطبيعته معاد للديمقراطية بجميع اشكالها ، ومذمور لها . ولقد قام هذا النظام تاريخيا في ظل الاستبداد والظلم ومحاربة كل انواع الحياة الجماعية .

● الديمقراطية البورجوازية : لا شك ان القضاء على الحكم الإقطاعي المطلق وارساء الديمقراطية البرلمانية تعد خطوة تقدمية في حد ذاتها ، تحقق في بعض البلدان الرأسمالية بفضل نضال الجماهير الكادحة وتضحياتها ، في حين ان البورجوازية استغلت هذا النضال واستثمرته لفائدة ارساء حكمها وتثبيت استقلالها الرأسمالي .

فالديمقراطية البورجوازية تبقى اذن ديمقراطية شكلية ، ويبقى الفرق شاسعا ما بين « المساواة » المعلن عنها ، والقيود الفعلية التي تشد الكادحين في وضعية المستغلين المحرومين . فمعظم وسائل الانتاج محتكرة من طرف الطبقة البورجوازية المستغلة ، واجهزة الدولة كلها مسخرة لخدمة هذه الطبقة ، والحريات الاساسية لا تعدو ان تكون مجرد

( الاختيار الثوري ص 4 )

Figure 9 : Rubrique intitulée « Guide du militant », *Option révolutionnaire*, n° 6, 1976.

« expérimentés », les articles prennent alors des formats relativement longs, faisant appel à différents arguments d'autorité (chiffres, articles de lois, etc.). On cite à titre d'exemple les articles suivants : « Le budget de 1977 : l'appauvrissement des pauvres et l'enrichissement des riches » (*Option Révolutionnaire*, n° 12, janvier 1977), « Expropriation des paysans marocains au profit de colons européens » (*Maghreb*, n° 27- 28, décembre 1934-janvier 1935).

### 3.3. Des récits médiatiques en quête de visibilité

Écrire pour résister, écrire pour dénoncer, écrire pour informer, écrire pour éduquer : toutes ces différentes pratiques de la politique par le bas prennent forme par la médiation de l'écriture. Elles participent en même temps à une quête de visibilité des voix des immigrés investis dans ces pratiques d'écriture. Dans son sens métaphorique d'accès à l'espace public, la question de la visibilité devient un

enjeu politique majeur pour les groupes dominés et, en l'occurrence, d'immigrés. Sa quête est inhérente au projet même de lancement de ces titres de presse et de leur circulation dans l'espace public. Comme le soulignait Hannah Arendt, l'espace de visibilité « commence à exister dès que des hommes s'assemblent dans le monde de la parole et de l'action »<sup>37</sup>.

Tout en cherchant leur visibilité au sein de l'espace public, les auteurs-éditeurs de cette presse militante tentent de réactiver la mémoire et de lutter contre l'oubli, qu'ils considèrent institué par le pouvoir en place. Face au récit de la célébration publique de dernier, alimentant l'imaginaire national qui circule dans les écoles et dans les médias officiels, la presse militante propose un contre-récit. Celui-ci propose une autre lecture de l'Histoire et reflète en filigrane le positionnement idéologique ainsi que les choix éditoriaux et politique des auteurs-éditeurs. À titre d'exemple, on invite à fêter dans *Option révolutionnaire* l'indépendance du Maroc le 5 novembre au lieu du 18 novembre, date fixée par l'institution monarchique. De même, on propose dans la rubrique au titre révélateur « Patrimoine vivant »<sup>38</sup> des lectures alternatives d'événements historiques considérés comme fondateurs et oubliés par l'Histoire officielle du Maroc.

Cette presse militante devient donc un espace de construction d'un récit — donc d'une mémoire collective — et par conséquent d'une identité du groupe qui la rédige. Ces questions identitaires font l'objet du point suivant.

#### 4. DE QUELQUES DYNAMIQUES IDENTITAIRES EN JEU DANS CES ESPACES

L'écriture sous le signe de la résistance semble être également *une écriture de soi*. Comme l'avait Joyce : celui qui écrit s'écrit d'abord<sup>39</sup>. L'acte de raconter engage et implique. Il laisse échapper des caractéristiques de l'identité de son énonciateur. De même, raconter ou écrire s'avérerait une action réparatrice. Foucault l'a déjà affirmé dans *Dits et écrits*<sup>40</sup> : l'écriture de soi semble être un remède, un *pharmakon*. Un remède en l'occurrence à la distance qui sépare les auteurs-éditeurs de ces publications de leurs pays d'origine ; un remède aux aléas de cette distance, un remède à l'absence du pays, à l'invisibilité qu'ils subissent. L'écriture s'apparenterait à une espèce de catharsis qui engendre une nouvelle existence des auteurs-éditeurs. Par sa médiation, une nouvelle forme de rapatriement au Maroc, sans y être physiquement, devient possible. Le principal indicateur en est cette confusion spatiale signifiante du *là-bas* et du *ici*, qui se traduit par l'usage alterné de ces déictiques.

L'écriture du pays d'origine se base sur l'expérience vécue des auteurs-éditeurs. Cette dernière est actualisée par ce qui se raconte et circule autour de ce pays dans les médias mais aussi dans les échanges engagés avec les réseaux de famille, d'amis et de militants restés au pays. Ainsi, l'imaginaire du pays d'origine et d'installation,

37. Hannah Arendt, *Condition de l'homme moderne*, Calmann-Lévy, 1961, p. 259.

38. On lit dans la présentation de cette rubrique dans le numéro 14 de l'année 1977 « L'objectif est de mettre en valeur le patrimoine de lutte de ce mouvement [nationaliste] en même temps que de faire appel aux informations issues du passé pour pouvoir évaluer le présent correctement et objectivement ».

39. Hélène Cixous, *L'exil de James Joyce : ou l'art du remplacement*, Grasset, 1968, p. 589.

40. Michel Foucault, *Dits et écrits II, 1976-1988*, Gallimard, 2001.

les différentes conceptions des appartenances et les différentes constructions identitaires de ces immigrés évoluent, parfois même inconsciemment. Le cas d'*Al Jaliya* est révélateur. On passe d'un récit identitaire exclusivement orienté vers le *là-bas* (le pays d'origine) au début de sa parution, à un second revendiquant une double appartenance au *ici* et au *là-bas* lors des dernières années de sa publication<sup>41</sup>.

De par sa publication, en l'occurrence des activités diverses (culturelles, politiques, sportives, etc.) organisées par les immigrés, cette presse se veut un liant et un facilitateur de liens entre les immigrés marocains résidants en France. Elle participe à la création d'une « communauté imaginée »<sup>42</sup> d'immigrés qui portent tous un intérêt à l'actualité du pays d'origine, qui se confrontent aux mêmes problèmes dans le pays d'installation et qui sont susceptibles de participer aux mêmes activités organisées et médiatisées par cette presse.

D'autres revendications identitaires sont à l'œuvre dans ces espaces éditoriaux et se donnent à voir à travers l'auto-désignation comme procédé participant au processus de construction de l'ethos du locuteur, c'est-à-dire à cette image qu'il veut donner de lui-même devant l'ensemble de son lectorat. Une des auto-désignations récurrentes mobilisées par les auteurs-éditeurs d'*Option révolutionnaire* et d'*Al Jaliya* est celle de l'« arabité »<sup>43</sup> ou de l'« identité arabe ». En plus de son utilisation dans les sous-titres de ces publications, la question de l'arabité prend dans ces espaces éditoriaux une épaisseur politique étroitement liée au conflit israélo-palestinien et à la résistance palestinienne. En effet, de très nombreux articles et dossiers sont dédiés à cette question. L'« arabité », en tant qu'identité clé partagée avec les autres pays de la région, mais également utilisée par opposition à l'Occident et à Israël, est de plus en plus mobilisée au détriment d'autres types d'auto-désignations en vigueur au début du XX<sup>e</sup> siècle, comme le terme « musulman ». Ce dernier était souvent mobilisé par l'administration coloniale et par *Maghreb*, édité à cette époque, mais aussi par un autre journal, *El Ouma* (1930-1939), qui se définissait comme « organe national central de l'Étoile nord-africaine pour la défense des intérêts des musulmans algériens, marocains et tunisiens ». Une tendance à l'abandon des désignations identitaires à connotation religieuse au profit d'un vocabulaire davantage séculaire et mettant en exergue les appartenances nationales est notable<sup>44</sup>.

41. En est également révélateur le changement de nom de l'ATMF, née de la scission interne de l'AMF. En effet, ce nom passe de l'Association des travailleurs maghrébins en France à l'Association des travailleurs maghrébins de France. Cette dernière dénomination montre davantage la revendication d'une appartenance au pays d'installation.

42. Benedict Anderson, *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, La Découverte, 1996 [1983], 212 p.

43. Comme l'« italianité » proposée par Roland Barthes, l'« arabité » serait liée à la circulation des représentations culturelles et sociales de ce qu'« être arabe ». Cf. Roland Barthes, « Rhétorique de l'image », *Communications*, 4, 1964, p. 40-51.

44. Mohamed Othman Benjelloun, *Projet national et identité au Maroc. Essai d'anthropologie politique*, Eddif-L'Harmattan, 2002, p. 66.

## CONCLUSION

À l'encontre des idées reçues, nous avons démontré que des productions éditoriales d'immigrés marocains en France ont bel et bien existé et ce au moins à partir des années 1930. Ces publications sont caractérisées par la diversité de leur format éditorial, de leur instance énonciatrice, de leur contenu, mais s'inscrivent toutes dans le cadre de ce qu'on peut désigner par « presse militante ». Ces espaces éditoriaux ont des logiques doubles et constituent à la fois des espaces d'expression politique et des espaces où se posent et circulent des enjeux identitaires. Ainsi, si l'« identité nationale » marocaine est le dénominateur commun de l'ensemble de ces pratiques, ces espaces donnent à voir une volonté de dire une condition sociale, de dire des idéologies, une volonté de dénoncer des injustices et une volonté de défendre des causes. Cette parole dénonciatrice est caractérisée par la plasticité de ses formes (satire, pamphlet, lettre ouverte, poème, argumentaire, articles de fond, etc.). Elle émane d'un public de jeunes majoritairement masculin, possédant un important capital culturel et social.

La presse militante étudiée est la conséquence d'une action collective. Ses contenus circulent à l'intérieur de cercles fermés, composés essentiellement de convaincus qui investissent ces espaces dont l'économie politique est basée quasi-exclusivement sur le bénévolat. Ces pratiques discursives politiques sont minoritaires. Les enjeux de pouvoir liées aux logiques des dispositifs techniques, des ressources financières, des ressources argumentaires font que ce ne sont pas tous les immigrés qui sont concernés par ce type de pratiques. Une étude en termes de « réception » de ces productions éditoriales aurait sans doute permis de mieux appréhender la complexité de circulation et d'appropriation de cet objet culturel et médiatique par les différents acteurs concernés, à savoir les immigrés marocains en France, les Marocains au sol et l'État marocain.

Pour autant, nous pouvons affirmer que l'État marocain n'est resté ni en retrait ni en position de simple observateur face à ces différentes pratiques politiques transnationales. En effet, une stratégie politique officielle a été mise en place afin de faire face à celle développée par ses ressortissants qui, par leur déterritorialisation, échappent plus ou moins à son contrôle. Un réseau d'associations, connu sous le nom des « Amicales des travailleurs marocains en France », a vu le jour à la fin des années 1970. Ce réseau bénéficiait d'importants avantages que leur octroyaient les autorités marocaines et avait pour principale mission de surveiller et de contrôler les immigrés et plus particulièrement ceux ayant des engagements militants ou syndicaux. Comme le souligne Antoine Dumont, « la géographie des Amicales en région parisienne est [...] très proche de celle de l'AMF et de ses militants puisque les entreprises où elles sont présentes sont les mêmes. Amicales et militants de l'AMF se rencontrent d'abord sur le lieu de travail »<sup>45</sup>. Durant les années 1990, et à la suite de la définition par l'État marocain d'une politique se voulant davantage

45. Antoine Dumont, *La marocanité associative en France. Militantisme et territorialité d'une appartenance exprimée à distance*, université de Poitiers, thèse de doctorat en géographie, 2007, p. 259.

réconciliatrice avec ses émigrés, différentes productions éditoriales<sup>46</sup> émanant des institutions marocaines officielles en charge de la question de l'émigration ont vu le jour. À travers ces publications, l'État marocain visait à nouer des liens avec ses émigrés, à communiquer avec eux mais surtout à maîtriser son image et les discours qui circulaient à son égard.

## Bibliographie

- Anderson Benedict, *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, La Découverte, 1996 [1983]
- Arendt Hannah, *Condition de l'homme moderne*, Calmann-Lévy, 1961
- Barel-Moisan Claire, « Écrire pour instruire », in Dominique Kalifa, Philippe Régner, Marie-Ève Thérenty et Alain Vaillant (dir.), *La civilisation du journal. Histoire culturelle et littéraire de la presse française au XIX<sup>e</sup> siècle*, Nouveau Monde éditions, 2011, p. 746-771
- Barthes Roland, « Rhétorique de l'image », *Communications*, 4, 1964, p. 40-51
- Bekraoui Mohammed, « À l'école du nationalisme », *Zamane*, décembre 2012
- Benchenna Abdelfettah, « Médias et Marocains à l'étranger. Une préoccupation du pouvoir politique ? », in Tristan Mattelart (dir.), *Médias et migrations dans l'espace euro-méditerranéen*, Éditions Mare & Martin, 2014, p. 149-182
- Benjelloun Mohamed Othman, *Projet national et identité au Maroc. Essai d'anthropologie politique*, Eddif-L'Harmattan, 2002
- Bouju Marie-Cécile, « Manuscrite, ronéotée, imprimée... : la presse clandestine de la Résistance et ses technologies, 1939-1945 », *Usages militants de la technique : technologies, médias, mobilisations*, Actes du colloque organisé par le Centre d'histoire sociale du XX<sup>e</sup> siècle (université Paris 1-CNRS), le Centre de recherches politiques (Université Paris 1), l'ÉA « Pouvoirs, Savoirs, Sociétés » (université Paris-VIII) et la BDIC, 12 et 13 mars 2009
- Cixous Hélène, *L'exil de James Joyce : ou l'art du remplacement*, Grasset, 1968
- Daghmi Fathallah, « Diasporas dans les imaginaires et les pratiques des médias des pays d'origine », in Christian Agbobli, Oumar Kane et Gaby Hsab (dir.), *Identités diasporiques et communication*, Presses de l'Université du Québec, 2014, p. 91-104
- Del Rio Luis, *Les micro médias imprimés : recherches sur la micropresse pendant la résistance chilienne 1973-1989*, IHEAL, Thèse de doctorat, 1996
- Dumont Antoine, *La marocanité associative en France. Militantisme et territorialité d'une appartenance exprimée à distance*, université de Poitiers, Thèse de doctorat en géographie, 2007
- Foucault Michel, *Dits et écrits II, 1976-1988*, Gallimard, 2001
- Lacroix Thomas, « L'engagement citoyen des Marocains de l'étranger », *Hommes & Migrations*, 1256, 2005, p. 89-102
- Mattelart Tristan, « Médias, migrations et théories de la transnationalisation », in Tristan Mattelart (dir.), *Médias, migrations et cultures transnationales*, De Boeck-Ina, coll. « Médias Recherches », 2007, p. 14-56
- Mattelart Tristan, « Les diasporas à l'heure des technologies de l'information et de la communication : petit état des savoirs », *TIC & Société*, 3(1-2), 2009, [en ligne] <https://ticetsociete.revues.org/600>

46. On cite parmi d'autres, *Le temps du Maroc*, *La quinzaine de l'émigration* et *Rivages*, édités par la Fondation Hassan II et le ministère chargé de la communauté marocaine à l'étranger.

- Mattelart Tristan, « Penser les médias et les migrations en Méditerranée », in Tristan Mattelart (dir.), *Médias et migrations dans l'espace euro-méditerranéen*, Éditions Mare & Martin, 2014, p. 9-50
- Navarro Laura, « Les médias nés des migrations marocaines en Espagne », in Tristan Mattelart (dir.), *Médias et migrations dans l'espace euro-méditerranéen*, Éditions Mare & Martin, 2014, p. 319-362
- Ouazzani Mohamed Hassan, *Le protectorat, crime de lèse-nation. Le cas du Maroc*, Éditions de la Fondation Mohamed Hassan Ouazzani, 1990
- Régnier Philippe, « Le journal militant », in Dominique Kalifa, Philippe Régnier, Marie-Ève Thérenty et Alain Vaillant (dir.), *La civilisation du journal. Histoire culturelle et littéraire de la presse française au XIX<sup>e</sup> siècle*, Nouveau Monde éditions, 2011, p. 295-316
- Rigoni Isabelle, « Éditorial. Les médias des minorités ethniques. Représenter l'identité collective sur la scène publique », *Revue européenne des migrations internationales*, 26(1), 2010, p. 7-16
- Scott James C., *La domination et les arts de résistance : fragments du discours subalterne*, Amsterdam, 2008 [1992]
- Souchier Emmanuël, « L'image du texte : pour une théorie de l'énonciation éditoriale », *Les Cahiers de médiologie*, 6, 1998, p. 137-145
- Stora Benjamin, « La presse maghrébine dans les luttes d'indépendance », *Presse et mémoire : France des étrangers, France des libertés*, Éditions Mémoire-Génériques/Ouvrières, 1990, p. 109-112
- Tilly Charles, « Contentious repertoires in Great Britain, 1758 - 1834 », *Social Science History*, 17(2), 2003, p. 253-280
- Veglia Patrick, « Les migrations marocaines dans les archives françaises », *Migrance*, 24, 2005, p. 46-61
- Veglia Patrick, *Guide thématique des sources d'archives privées inventoriées par Génériques. Les Marocains en France*. Éditions Association Génériques, 2008
- Verón Eliseo, « L'analyse du "contrat de lecture" : une nouvelle méthode pour les études de positionnement des supports de presse », *Les médias : expériences et recherches actuelles, applications*, IREP, juillet 1985
- Wrona Adeline, « Écrire pour informer », in Dominique Kalifa, Philippe Régnier, Marie-Ève Thérenty et Alain Vaillant (dir.), *La civilisation du journal. Histoire culturelle et littéraire de la presse française au XIX<sup>e</sup> siècle*, Nouveau Monde éditions, 2011, p. 719-743

---

**ASMAA AZIZI**  
**aziziasmaa@gmail.com**